

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

OBJET DU PROJET DE CONTRAT :

PRESTATION DE CONCEPTION ET DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE FORMATION "NEW LEADERS LAB" DANS LE CADRE DU PROJET AFRICA-EUROPE YOUTH ACADEMY (AEYA)

REPRESENTANT LEGAL DU POUVOIR ADJUDICATEUR :

Jérémie PELLET, Directeur général d'EXPERTISE FRANCE

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

06/02/2026 à 12h00 (HEURE DE PARIS)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
Objet de la consultation	4
Etendue de la consultation	4
Calendrier prévisionnel de la consultation	4
Langue de la consultation – unité monétaire	4
Composition du dossier de consultation.....	4
Modification du dossier de consultation	5
ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET DE CONTRAT	5
Forme du contrat	5
Montant estimatif du besoin	5
Durée du contrat.....	6
Allotissement	6
Aucun dossier global ou mutualisé ne sera examiné.....	6
Prestations similaires	6
ARTICLE 3 : CONDITIONS DE PARTICIPATION DE CANDIDATS	7
Conditions de présentation des candidatures	7
Motifs et conditions d'exclusion	7
Niveaux minimaux requis en termes de capacités économiques, techniques et professionnelles.....	7
<i>CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE</i>	7
<i>CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE</i>	7
Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques (consortium)	8
<i>Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques</i>	8
<i>Forme du groupement</i>	8
Précisions concernant la sous-traitance	8
<i>Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance</i>	8
<i>Présentation d'un sous-traitant</i>	8
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES PLIS ET MODALITES DE DEPOT	8
Pièces constitutives de la candidature	9
Pièces constitutives de l'offre	10
Durée de validité des offres	11
Modalités de remise des plis.....	11
<i>Remise des plis sous format papier</i>	11
<i>Remise électronique</i>	11
ARTICLE 5 : ANALYSE DES CANDIDATURES	12
Demande de compléments de candidature.....	12
Rejet des candidatures hors délais - Ouverture des plis.....	12
Recevabilité des candidatures	13
ARTICLE 6 : EVALUATION DES OFFRES, NEGOCIATION ET ATTRIBUTION	13
Rejet des offres hors délais - Ouverture des offres	13
Analyse des offres	13
Rejet des offres irrégulières, inacceptables et inappropriées	13

Comparaison des offres pour sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse	13
<i>Critère 1 : prix des prestations</i>	14
<i>Critère 2 : Qualité technique</i>	14
Négociations.....	15
Attribution.....	15
ARTICLE 7 : TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DANS LE CADRE DE LA PRESENTE CONSULTATION ET POUR LE SUIVI D'EXECUTION DU CONTRAT	15
Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :.....	15
Pour la plateforme PLACE :	15
Coordonnées du délégué à la protection des données personnelles :.....	15
Pour l'autorité contractante :	15
Coordonnées du délégué à la protection des données personnelles :.....	16
ARTICLE 8 : AUTRES RENSEIGNEMENTS	16
ARTICLE 9 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS	16

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

Objet de la consultation

La présente consultation porte sur la passation d'un **contrat de service** ayant pour objet **la conception et la mise en œuvre du programme de formation « New Leaders Lab » destiné aux jeunes leaders dans le cadre du projet Africa-Europe Youth Academy (AEYA).**

L'étendue des besoins à couvrir sont décrits dans le Cahier de charges, commun à l'ensemble des lots.

Etendue de la consultation

Le présent contrat est soumis au Code de la commande publique (CCP) dans sa version en vigueur issue de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique.

Il est passé par appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4 et R. 2161-5 du CCP.

Calendrier prévisionnel de la consultation

Date estimative	Etape
06/02/2026 à 12h00 (heure de Paris)	Date limite de réception des offres
17/02/2026	Analyse technique et financière
27/02/2026	Envoi des lettres de rejet
10/03/2026	Notification du marché

Langue de la consultation – unité monétaire

L'ensemble des documents de la présente consultation peuvent être rédigés en langue française ou en langue anglaise, selon le pays de réalisation des prestations. À cet effet, une version du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), y compris le modèle de contrat, est disponible en français en français et en anglais (conformément aux réglementations d'appels d'offres dans les pays d'intervention du projet).

Le Pouvoir adjudicateur conclura les marchés en euro (€) et/ou en monnaie locale, selon le pays de réalisation des prestations. Le cas échéant, le taux de conversion applicable sera le taux Infoeuro en vigueur à la date de signature du contrat.

Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Le présent Règlement de la consultation, commun à l'ensemble des dix (10) lots ;
- Le projet de contrat (conditions particulières et conditions générales) et ses éventuelles annexes, établi selon un modèle unique propre à chaque lot ;
- Le cahier des charges et ses éventuelles annexes, commun à l'ensemble des dix (10) lots ;
- Le formulaire de candidature comprenant la déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion, à l'absence de conflit d'intérêt et la fiche d'identité tiers ;
- Le formulaire de vérification de conformité au RGPD du candidat ;
- Le questionnaire sécurité-sûreté pour tous les contrats. Les propositions situées en zone rouge à la date de candidature (conformément aux cartes régionales de vigilance mises à disposition par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/>) ne seront pas acceptées ;
- Le formulaire de déclaration des bénéficiaires effectifs ;
- DAJ_GU006_v01 - Guide utilisation PLACE pour les entreprises.

Pièces complémentaires au dossier de consultation :

- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), commun à l'ensemble des dix (10) lots ;

- Le canevas de soumission des Curriculum Vitae, commun à l'ensemble des dix (10) lots ;
- Le canevas de soumission de l'offre technique, commun à l'ensemble des dix (10) lots ;
- Annexe au contrat portant sur le traitement de données personnelles en cas de sous-traitance RGPD (collecte de données personnelles au nom d'Expertise France).

Modification du dossier de consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard six (06) jours avant la date limite de réception des plis

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats/soumissionnaires devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Dans le cas où un candidat/soumissionnaire aurait remis une candidature et/ou une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de réception des plis.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES GENERALES DU PROJET DE CONTRAT

Forme du contrat

Le présent contrat est un marché public de services à prix forfaitaire, conclu avec un seul opérateur par lot. Il porte sur la conception et la mise en œuvre du programme de formation « New Leaders Lab », dans le cadre du projet Africa-Europe Youth Academy (AEYA), conformément au cahier des charges et à ses annexes.

Le prix est global et forfaitaire et annuel, correspondant à la mise en œuvre d'une édition du programme telle que décrite dans le cahier des charges. Le contrat pourra être renouvelé dans les mêmes conditions financières pour les éditions suivantes du programme, dans la limite de la durée totale prévue au marché.

Montant estimatif du besoin

Le montant du contrat correspondra au prix forfaitaire annuel proposé par l'attributaire retenu pour le lot concerné, conformément à son offre financière.

À titre indicatif, le montant prévisionnel estimatif global de la présente consultation est fixé à 1 906 245 € HT, réparti entre les dix (10) lots comme suit :

- **Lot n°1 – Bénin** : 198 000 € HT (soit environ 66 000 € par an) ;
- **Lot n°2 – Cameroun** : 159 885 € HT (soit environ 53 295 € par an) ;
- **Lot n°3 – République du Congo** : 198 000 € HT (soit environ 66 000 € par an) ;
- **Lot n°4 – Côte d'Ivoire** : 198 000 € HT (soit environ 66 000 € par an) ;
- **Lot n°5 – Guinée** : 198 000 € HT (soit environ 66 000 € par an) ;
- **Lot n°6 – Mauritanie** : 198 000 € HT (soit environ 66 000 € par an) ;
- **Lot n°7 – République Démocratique du Congo (RDC)** : 198 000 € HT (soit environ 66 000 € par an) ;
- **Lot n°8 – Rwanda** : 198 000 € HT (soit environ 66 000 € par an) ;
- **Lot n°9 – Sénégal** : 162 360 € HT (soit environ 54 120 € par an) ;
- **Lot n°10 – Togo** : 198 000 € HT (soit environ 66 000 € par an).

Ces montants sont indicatifs et non contractuels. Certains pays (marqués d'un astérisque dans le Cahier des charges) peuvent bénéficier d'une exonération de TVA, conformément à la réglementation fiscale locale et aux accords de coopération en vigueur.

Le montant définitif du contrat sera celui proposé par le titulaire dans son offre et accepté par le Pouvoir adjudicateur pour le lot concerné.

Durée du contrat

Le contrat est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement deux (02) fois, par décision du Pouvoir adjudicateur, sans pouvoir excéder une durée totale de trente-six (36) mois.

La reconduction tacite du contrat emporte renouvellement des prestations dans les mêmes conditions financières, sauf décision contraire d'EXPERTISE FRANCE. En cas de troisième année d'exécution consécutive (année issue d'une reconduction tacite), le contractant réalisera, en plus des prestations habituelles, un rapport de capitalisation destiné à synthétiser les actions menées, les résultats obtenus et les enseignements tirés des interventions. Cette exigence ne s'applique pas aux années précédentes.

Expertise France se réserve le droit de ne pas reconduire le contrat à chaque échéance annuelle, sous réserve d'en informer le titulaire au moins deux (02) mois avant la date anniversaire de la notification initiale ou de la dernière reconduction.

Allotissement

La présente consultation est allotie en dix (10) lots, se présentant de la manière suivante :

- Lot n°1 : Bénin – Conception et mise en œuvre du programme de formation “New Leaders Lab” ;
- Lot n°2 : Cameroun – Conception et mise en œuvre du programme de formation “New Leaders Lab” ;
- Lot n°3 : République du Congo – Conception et mise en œuvre du programme de formation “New Leaders Lab » ;
- Lot n°4 : Côte d’Ivoire – Conception et mise en œuvre du programme de formation “New Leaders Lab” ;
- Lot n°5 : Guinée – Conception et mise en œuvre du programme de formation “New Leaders Lab” ;
- Lot n°6 : Mauritanie – Conception et mise en œuvre du programme de formation “New Leaders Lab” ;
- Lot n°7 : République Démocratique du Congo (RDC) – Conception et mise en œuvre du programme de formation “New Leaders Lab” ;
- Lot n°8 : Rwanda – Conception et mise en œuvre du programme de formation “New Leaders Lab” ;
- Lot n°9 : Sénégal – Conception et mise en œuvre du programme de formation “New Leaders Lab” ;
- Lot n°10 : Togo – Conception et mise en œuvre du programme de formation “New Leaders Lab”.

Les candidats doivent présenter leur candidature pour l'ensemble des prestations attendues au sein du ou des lots pour lesquels ils soumettent une offre. Un même candidat peut répondre à un ou plusieurs lots ; toutefois, chaque lot fait l'objet d'un contrat distinct. Lorsqu'un candidat souhaite soumettre une offre pour plusieurs lots, il doit déposer pour chaque lot un dossier complet comprenant :

- une candidature propre au lot considéré ;
- une offre financière et technique distincte, établie spécifiquement pour ce lot.

Aucun dossier global ou mutualisé ne sera examiné.

Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le titulaire du contrat pourra se voir confier, dans le cadre d'une procédure négociée sans mise en concurrence, la réalisation de prestations similaires à celles du contrat initial. La durée pendant laquelle ce ou ces contrats peuvent être conclu(s) ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat initial.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE PARTICIPATION DE CANDIDATS

Conditions de présentation des candidatures

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché (article R. 2142-4 du code de la commande publique). Mais dans le cadre de la consultation, le pouvoir adjudicateur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Motifs et conditions d'exclusion

En application, notamment :

- de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi « Sapin II »,
- du chapitre II du Code monétaire et financier français portant sur les « dispositions relatives au gel des avoirs et à l'interdiction de mise à disposition » (notamment les articles L562-4 et 5),
- des exigences en la matière découlant de l'accréditation pour la gestion des fonds délégués de l'Union européenne (pilier 7 relatif à l'exclusion à l'accès aux financements),

Les candidats ou leur représentant se trouvant dans un des cas énumérés aux articles L.2141-1 à L.2141-10 du code de la commande publique, ou qui figurent sur une liste d'exclusion officielle sont exclus de la procédure, que leur situation soit révélée par leurs propres déclarations ou par la mise en œuvre des mesures de vigilance par l'autorité contractante.

Toutefois, lorsque la décision d'exclusion est laissée à l'appréciation de l'autorité contractante, celle-ci invite le(s) candidat(s) susceptible(s) d'être exclu(s) à présenter ses(leurs) observations afin d'établir dans un délai raisonnable n'excédant pas 10 jours, et par tout moyen, que les mesures nécessaires pour corriger les manquements à l'origine de l'exclusion ont été prises et, le cas échéant, que sa(leur) participation à la consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai le pouvoir adjudicateur qui l'exclut pour ce motif.

Niveaux minimaux requis en termes de capacités économiques, techniques et professionnelles

L'autorité contractante impose aux candidats les niveaux minimaux de capacité suivants :

CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

- Disposer d'un budget annuel moyen d'au moins 20 000 € sur les deux (02) derniers exercices clos.

CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

- Disposer d'un effectif permanent d'au moins trois (03) personnes (ex : un responsable administratif et financier, un programme manager et un learning manager ou équivalent) ;

- Justifier d'une expérience avérée dans la conception, la coordination et la mise en œuvre de programmes de formation, de leadership ou d'accompagnement de jeunes, démontrant une maîtrise des approches pédagogiques et inclusives adaptées au public cible ;
- Présenter au moins deux (02) références pertinentes dans le domaine de l'entrepreneuriat, du leadership des jeunes, du renforcement de capacités, de la coopération internationale ou du développement local, de préférence réalisées dans le cadre de projets financés par des bailleurs internationaux (Union européenne, AFD ou partenaires équivalents).

Chaque cotraitant membre du groupement doit fournir l'ensemble des pièces exigées au titre du présent règlement de consultation. Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs opérateurs économiques. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces autres opérateurs économiques et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

En cas de groupement momentané d'entreprises, l'appréciation de ces conditions de participation est globale ; le dossier de candidature devra comporter une habilitation du mandataire par ses cotraitants pouvant prendre la forme du formulaire DC1 en vigueur.

Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques (consortium)

Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'autorité contractante exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de 10 jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure ;

Forme du groupement

La forme du groupement est conjointe. Le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard d'Expertise France.

Précisions concernant la sous-traitance

Motifs d'exclusion en cas de sous-traitance

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, le pouvoir adjudicateur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de 10 jours à compter de la réception de cette demande par le candidat. A défaut, le candidat est exclu de la procédure.

Présentation d'un sous-traitant

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance)¹ dûment rempli par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES PLIS ET MODALITES DE DEPOT

¹ Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

Les soumissionnaires remettent un dossier complet comprenant les pièces mentionnées ci-après. Les documents demandés doivent être signés par le soumissionnaire, le mandataire du groupement momentané d'entreprises ou chacun des membres de ce même groupement.

Chaque soumission pour un lot donné doit faire l'objet d'un dossier distinct, comprenant à la fois la candidature et l'offre correspondantes. Autrement dit, une soumission pour un lot équivaut à un dossier complet. En cas de soumission sur plusieurs lots, le candidat devra donc constituer et soumettre un dossier séparé pour chaque lot concerné.

Pièces constitutives de la candidature

Les candidats remettent les éléments de candidatures suivants :

- **Une preuve de l'enregistrement légal du candidat**, délivrée par l'autorité compétente du pays d'établissement (ex. : extrait K-bis en France, registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) en Afrique francophone, certificate of incorporation dans les pays anglophones, ou tout document équivalent attestant de l'existence juridique de la structure).
- **Le formulaire de candidature** comprenant la **déclaration sur l'honneur** relative aux critères d'exclusion, à l'absence de conflit d'intérêt et la fiche d'identité tiers ;
- **Le formulaire de vérification de conformité au RGPD** joint, permettant de vérifier la mise en œuvre par le soumissionnaire de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de sorte que le traitement soit conforme aux obligations réglementaires et légales en matière de protection des données (RGPD et loi Informatique et Libertés) et garantisse bien à cet égard la protection des droits de la personne concernée ;
- Le cas échéant, jugement(s) prononçant le redressement judiciaire (en cas de redressement judiciaire) ;
- **Le formulaire de déclaration des bénéficiaires** effectifs dûment complété ;
- **Un descriptif comportant les éléments suivants :**
 1. **Un descriptif des moyens humains** répondant aux conditions de participation décrites ci-après :

Un descriptif synthétique des **moyens humains permanents de la structure**, indiquant les effectifs globaux et la répartition du personnel par grandes fonctions (encadrement, administratif, formateurs, techniciens, etc.) ;
Le candidat devra disposer d'un effectif permanent d'au moins trois (03) personnes au sein de sa structure (niveau minimal requis en termes de capacités techniques et professionnelles).
 2. **Un descriptif des moyens techniques** répondant aux conditions de participation décrites ci-après :
 - Une **présentation générale des moyens matériels et techniques** dont dispose la structure pour la conduite de programmes ou d'activités de formation (ex. : locaux, équipements informatiques, plateformes d'apprentissage, outils numériques, etc.) ;
 - Une **liste de références récentes** en rapport avec l'objet du présent marché (ex. : formations, accompagnements de jeunes, projets de leadership ou de renforcement de capacités), précisant pour chaque référence : l'intitulé, la période, le bailleur ou le client, le pays d'exécution et, si possible, un **contact référent**.
Le candidat devra présenter au moins deux (02) références récentes en rapport avec l'objet du présent marché (ex. : formations, accompagnements de jeunes, projets de leadership ou de renforcement de capacités), précisant pour chaque référence : l'intitulé, la période, le bailleur ou le client, le pays d'exécution et, si possible, un contact référent (niveau minimal requis en termes de capacités techniques et professionnelles).
 - Le cas échéant, la copie de **certificats, labels ou accréditations professionnelles** attestant de la qualité de la structure (par exemple : norme ISO, certification de formation, reconnaissance institutionnelle ou équivalent)

3. **Un descriptif des capacités économiques et financières** répondant aux conditions de participation décrites ci-après :
- Déclarations de **chiffres d'affaires des trois (03) derniers exercices comptables** disponibles. *Le candidat devra justifier d'un budget annuel moyen d'au moins 20 000 € sur les deux (02) derniers exercices clos (niveau minimal requis en termes de capacités économiques) ;*
 - Une **attestation d'assurance responsabilité civile et/ou professionnelle** en cours de validité, couvrant les activités de la structure ;
 - **Attestations de régularité sociale et fiscale** en cours de validité.
- **Le questionnaire évaluation sûreté.**

Pièces constitutives de l'offre

Les candidats remettent un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Le **projet de contrat du lot correspondant** dûment renseigné, daté et signé et en annexe :
 1. L'annexe financière (DPGF) dûment renseignées, présentant le détail du prix forfaitaire annuel proposé pour la mise en œuvre d'une édition du programme (Annexe IV) ;
 2. L'annexe portant définition et conditions de réalisation des opérations de traitement des données à caractère personnel pour le compte de l'autorité contractante, dûment complétée (Annexe VI - Questionnaire RGPD).
- Une **offre technique** comprenant les informations suivantes (remplir l'Annexe III – Canevas de soumission de l'Offre technique) :
 1. **Compréhension du contexte et des enjeux (max 2 pages)**
 - Analyse du contexte local, des besoins et des défis liés à la jeunesse, au leadership et à l'inclusion dans le pays concerné ;
 - Les éléments de compréhension du programme *New Leaders Lab* et de son articulation avec les priorités nationales ou régionales en matière de jeunesse.
 2. **Méthodologie de mise en œuvre (max 10 pages)**
 - Description de l'organisation générale du dispositif :
 - Processus de sélection des participants : proposition de critères d'éligibilité (qui seront revus ensuite avec Expertise France), étapes de présélection et de sélection, composition du jury ou comité, et mesures prévues pour garantir la transparence et l'inclusion (équilibre de genre >50%, vulnérabilités >25%) ;
 - Format de mise en œuvre : préciser s'il est présentiel ou hybride, en indiquant la fréquence, la durée et le rythme des sessions ;
 - Calendrier prévisionnel : présenter la périodicité des sessions, la progression pédagogique et les principales étapes de mise en œuvre (sélection, lancement, formation, accompagnement, restitution) ;
 - Lieu de formation : décrire les conditions d'accueil prévues (localisation, accessibilité, capacité, sécurité, équipements disponibles) ;
 - Outils pédagogiques et numériques : décrire les supports d'apprentissage, plateformes et outils de communication utilisés, notamment en cas de formation hybride ;
 - Modules complémentaires : présenter les modules ou activités additionnels proposés pour enrichir le curriculum fourni par Expertise France, en cohérence avec les objectifs pédagogiques du programme.
 3. **Capacité à mobiliser et à inclure les publics cibles (max 2 pages)**
 - Stratégie de mobilisation des jeunes, avec une attention particulière à la parité hommes-femmes et à l'inclusion des jeunes en situation de vulnérabilité ;
 - Mécanismes garantissant la parité hommes-femmes, l'inclusion des jeunes en situation de vulnérabilité (sociale, économique, territoriale ou liée au handicap) et la

diversité des profils.

4. Compétences et expérience de l'équipe (max 5 pages)

- La composition de l'équipe mobilisée, précisant les rôles, les responsabilités et la complémentarité des profils ;
- Les curriculum vitae (CV) des membres clés de l'équipe pressentie (responsable de projet, formateurs, facilitateurs, coordinateur, etc.), mettant en évidence leurs expériences et qualifications pertinentes au regard des objectifs du programme en suivant le template fourni en annexe II : Canevas de soumission des Curriculum Vitae (CV) ;
- Réseau de partenaires ou formateurs associés ;
- Capacité à assurer un accompagnement des jeunes à l'issue du programme, notamment via des dispositifs de mentorat, d'alumni ou d'incubation, avec possibilité d'inclure un exemple de livrable ou d'outil déjà produit, sous réserve de confidentialité.

5. Capacités opérationnelles et logistiques (max 3 pages)

- Description des moyens matériels, techniques et logistiques disponibles pour la mise en œuvre du programme (locaux, équipements, outils pédagogiques, plateformes numériques, etc.) ;
- Modalités de coordination et de suivi avec Expertise France (reporting, réunions, validation des livrables, etc.).

Durée de validité des offres

La validité des offres remises par les soumissionnaires est maintenue pendant cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres.

Modalités de remise des plis

Remise des plis sous format papier

Les plis remis sous format papier sont rejetés.

Remise électronique

Pour accéder à l'espace de consultation du marché ou pour déposer leur pli, les soumissionnaires doivent se connecter à la Plateforme des Achats de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Toute remise par un autre moyen sera rejetée.

La procédure de dépôt des plis est détaillée sur le site www.marches-publics.gouv.fr.

Les soumissionnaires y trouveront notamment un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'Etat, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques.

S'ils le souhaitent, les candidats pourront prendre contact avec le 09 72 37 01 30 tous les jours ouvrés de 9h00 à 19h00 pour bénéficier d'une assistance technique de PLACE dans l'accomplissement de ces opérations.

En cas d'allotissement, chaque lot doit obligatoirement faire l'objet d'un dépôt électronique.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les soumissionnaires sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait qu'ils devront au moins disposer d'un logiciel de navigation sur Internet. La disposition d'un outil de signature électronique n'est pas obligatoire.

Pour constituer son offre, le soumissionnaire devra transmettre des fichiers établis dans les formats informatiques suivants : fichiers PDF, RTF, ZIP, suite Microsoft Office, LibreOffice ou Open Office. Tout fichier informatique établi dans un format informatique différent sera déclaré nul et non avenu.

ATTENTION !

Tout fichier constitutif de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure de marché public.

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique. Dès lors, celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu.

NB : L'attention des soumissionnaires est attirée sur la durée d'acheminement des plis électroniques volumineux. Le délai moyen de téléchargement peut varier en fonction de paramètres divers comme la capacité technique du matériel, le type de raccordement à internet, le trafic sur le réseau...

Dans la mesure où la date et l'heure de fin d'acheminement font foi lors de la remise d'une réponse dématérialisée, les soumissionnaires sont invités à intégrer des marges de manœuvre dans leur processus de réponse par voie dématérialisée.

Même si son offre à la présente procédure de marché public a fait l'objet d'une transmission électronique, le soumissionnaire s'engage, notamment dans le cas où son offre est retenue, à accepter la re-matérialisation conforme sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle. A ce titre, il s'engage également à ce que la personne physique auteur de leur signature électronique procède à leur signature manuscrite sans procéder à la moindre modification de ceux-ci et les renvoie aux pouvoirs adjudicateurs sous cette forme. Il s'engage enfin à en accepter la notification, selon les procédés habituellement en cours, sous forme papier.

ARTICLE 5 : ANALYSE DES CANDIDATURES

La sélection des candidatures est assurée par le Comité d'évaluation d'Expertise France, conformément aux règles de transparence et d'égalité de traitement applicables aux marchés publics.

En application de l'article R.2161-4 du Code de la commande publique, le Comité d'évaluation peut décider, le cas échéant, d'examiner les offres avant les candidatures. Dans cette hypothèse, les documents justificatifs relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, aux capacités économiques, financières, techniques et professionnelles, ainsi qu'aux motifs d'exclusion, ne seront demandés qu'au(x) soumissionnaire(s) dont l'offre est susceptible d'être retenue pour l'attribution du marché.

Demande de compléments de candidature

Si l'autorité contractante constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, elle peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Rejet des candidatures hors délais - Ouverture des plis

Le Comité d'ouverture des plis (séance non publique) recense les plis reçus et l'identité des candidats et la composition des plis déposés.

Les plis reçus hors délais sont immédiatement écartés.

Recevabilité des candidatures

En conformité avec l'Article 3 du présent document portant sur les conditions de participations, Le Comité d'évaluation d'Expertise France procède à l'analyse des de la recevabilité des candidatures sur la base des critères de recevabilité suivants :

- Enregistrement du candidat au registre du commerce ;
- Satisfaction aux obligations sociales du candidat ;
- Satisfaction aux obligations fiscales du candidat ;
- Le candidat ne doit pas se trouver dans une situation mentionnée des articles L. 2141-1 à L 2141-6 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et ne figurent pas sur une liste d'exclusion officielle que leur situation soit révélée par leurs propres déclarations ou par la mise en œuvre des mesures de vigilance par l'autorité contractante ;
- Le candidat ou son représentant ne doit pas se trouver dans une situation de conflit d'intérêt vis-à-vis de l'autorité adjudicatrice et/ou des bénéficiaires du contrat d'achat ;
- Le candidat doit justifier d'une mise en œuvre suffisante des mesures techniques et organisationnelles appropriées, de sorte que le traitement des données à caractère personnel qu'il opère soit conforme aux obligations règlementaires et légales en matière de protection des données (RGPD et loi Informatique et Libertés) et garantisse bien à cet égard la protection des droits de la personne concernée ;
- Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle et/ou qui ne satisfont pas les niveaux minimaux de capacité sont éliminées ;
- Le candidat doit justifier d'un dispositif de sûreté interne fiable permettant de garantir la sécurité des personnes impliquées dans la mise en œuvre du contrat dès lors que des déplacements sont prévus en zone organe ou rouge (conformément aux cartes régionales de vigilance mises à disposition par le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/>).

ARTICLE 6 : EVALUATION DES OFFRES, NEGOCIATION ET ATTRIBUTION

La procédure de sélection des offres est assurée par le Comité d'évaluation d'Expertise France et se déroule selon les modalités suivantes :

Rejet des offres hors délais - Ouverture des offres

Le Comité d'ouverture des plis (séance non publique) recense les plis reçus et l'identité des soumissionnaires et la composition des plis déposés.

Les plis reçus hors délais sont immédiatement écartés.

Analyse des offres

Après avoir vérifié que les offres reçues sont régulières, acceptables et appropriées, le Comité d'évaluation d'Expertise France procède à l'analyse des offres des soumissionnaires retenus en application des critères définis ci-après.

Rejet des offres irrégulières, inacceptables et inappropriées

Le Comité d'évaluation procède à l'examen des offres reçues et, en application de l'article R.2152-1 du code de la commande publique, rejette les offres jugées irrégulières, inacceptables ou inappropriées, le cas échéant après mise en œuvre de la procédure de régularisation prévue à l'article R.2152-2 du même code.

Comparaison des offres pour sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse

Le jugement des offres sera effectué séparément selon les critères suivants par l'attribution d'une note à concurrence du nombre de points maximum par critère figurant ci-après :

Critère 1 : prix des prestations

La **notation financière (NF sur 25 points maximum)** portera sur la comparaison des offres financières de l'ensemble des candidats dont l'offre est régulière.

Critère 2 : Qualité technique

Sous-critères permettant d'apprécier la qualité technique	Nombre de points maximum
Sous-critère 1 : Compréhension du contexte et des enjeux du projet <i>Appréciée au regard de la pertinence de l'analyse du contexte local, de la justesse de la lecture des besoins et des défis spécifiques aux jeunes dans le pays concerné, ainsi que de la capacité du candidat à relier cette analyse aux objectifs et aux résultats attendus du programme New Leaders Lab.</i>	15
Sous-critère 2 : Pertinence et cohérence de la méthodologie de mise en œuvre <i>Appréciée au regard de la clarté et de la cohérence de la méthodologie proposée, de la qualité de l'organisation générale du dispositif, de la pertinence du processus de sélection des participants, de la conformité du contenu et du séquençage des formations avec le curriculum fourni par Expertise France, ainsi que de l'adéquation du format de mise en œuvre (durée, rythme) aux profils des jeunes bénéficiaires. L'évaluation tiendra compte de la pertinence du calendrier prévisionnel et de la qualité des outils mobilisés.</i>	20
Sous-critère 3 : Capacité à mobiliser les jeunes et à garantir l'inclusion des publics cibles <i>Appréciée au regard de la pertinence, de la clarté et de la portée de la stratégie de mobilisation proposée, ainsi que de la qualité des dispositifs envisagés pour assurer une participation équilibrée et inclusive des jeunes femmes et des jeunes en situation de vulnérabilité.</i>	15
Sous-critère 4 : Compétences et expérience de l'équipe, réseau et capacité d'accompagnement post-programme <i>Appréciée au regard de la complémentarité et de la qualification des membres de l'équipe, de la pertinence des expertises mobilisées pour la mise en œuvre du programme, de la qualité et de la solidité du réseau de partenaires associés, ainsi que de la capacité de la structure à assurer un accompagnement durable des jeunes à l'issue du New Leaders Lab (mentorat, insertion, mise en réseau, suivi post-formation, engagement des alumni).</i>	15
Sous-critère 5 : Capacité opérationnelle et moyens logistiques <i>Appréciée au regard de la disponibilité et de l'adéquation des moyens matériels, techniques et logistiques mobilisables pour la mise en œuvre du programme, notamment la disposition d'espaces physiques adaptés (salles de formation, bureaux, lieux d'accueil) et la mise à disposition d'équipements adéquats (matériel informatique, audiovisuel, connectivité, outils pédagogiques, etc.), garantissant le bon déroulement des activités du New Leaders Lab.</i>	10
TOTAL	75

Chaque offre technique jugée conforme fera l'objet d'une notation technique (NT) sur **soixante-quinze (75) points maximum**, obtenue par l'addition des notes attribuées à chacun des sous-critères définis.

Les offres ayant obtenu une note technique inférieure à trente-cinq (35) points sur soixante-quinze (75) points seront considérées comme inappropriées et ne seront pas retenues pour l'analyse financière.

Négociations

Aucune négociation n'est envisagée dans le cadre cette consultation

Attribution

Une **note globale (NG sur un maximum de 100 points)** obtenue par addition des notes technique et financière (**NG=NF+NT**) sera attribuée à chaque offre évaluée techniquement et financièrement.

Le(s) soumissionnaire(s) ayant obtenu la note globale la plus élevée sera (seront) considéré(s) comme ayant fourni l'offre économiquement la plus avantageuse et se verra (verront) attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas donner suite à la consultation pour tout motif d'intérêt général.

ARTICLE 7 : TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DANS LE CADRE DE LA PRESENTE CONSULTATION ET POUR LE SUIVI D'EXECUTION DU CONTRAT

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats/soumissionnaires sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées en utilisant les services de la Plateforme des Achats de l'Etat (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du contrat sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Pour les traitements réalisés avec les services de la PLACE, le Ministère de l'action et des comptes publics – la Direction des Achats de l'Etat et Expertise France, autorité contractante, sont co-responsables du traitement des données à caractère personnel.

Pour les traitements réalisés en dehors des services de la PLACE, Expertise France, autorité contractante, est responsable du traitement des données à caractère personnel.

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Pour la plateforme PLACE :

Le Ministère de l'action et des comptes publics

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Responsable de traitement opérationnel :

La Direction des achats de l'Etat représenté par son Directeur

Coordonnées du délégué à la protection des données personnelles :

le-delegate-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Pour l'autorité contractante :

Expertise France

40, Boulevard de Port Royal

75005 Paris

Représentée par son Directeur Général,

Responsable de traitement opérationnel :

Le Département des Systèmes d'Information représenté par son Directeur

Coordonnées du délégué à la protection des données personnelles :

informatique.libertes@expertisefrance.fr

Les fondements juridiques légitimant le ou les traitements correspondent aux c) et e) de l'article 6.1 du RGPD, à savoir que :

- Le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle Expertise France est soumis ;
- Le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi Expertise France ;

Les finalités du ou des traitements sont :

- La gestion et le suivi de la présente procédure de passation,
- La gestion et le suivi de l'attribution d'un marché public.

Les destinataires ou catégorie de destinataires des données à caractère personnel sont exclusivement les personnels habilités de l'autorité contractante, des ministères et des opérateurs de l'Etat, en charge de la passation et de l'exécution du présent contrat, ainsi que de leurs prestataires d'assistance dans ses activités.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat, ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification, et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles disposent également d'un droit à la limitation du traitement et d'opposition à ce traitement pour des motifs légitimes. L'exercice des droits d'information et de tout autre exercice de droit des personnes concernées par les traitements mis en œuvre peuvent être effectués auprès du délégué à la protection des données d'Expertise France.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

ARTICLE 8 : AUTRES RENSEIGNEMENTS

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via la Plateforme des Achats de l'Etat au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Expertise France s'engage à fournir une réponse au plus tard 2 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Si une question est posée par un candidat, les candidats reçoivent un courriel les invitant à prendre connaissance d'un ou de plusieurs élément (s) en réponse à la question posée par un candidat.

ARTICLE 9 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal judiciaire de Paris, Parvis du Tribunal de Paris 75 859 PARIS Cedex 17 ; e-mail : tj-paris@justice.fr.

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal judiciaire de Paris ; e-mail : tj-paris@justice.fr.